Ministère de l'Administration Territoriale,
de la Décentralisation et de
L'Aménagement du Territoire

RAPPORT DES RESULTATS 2012

PROJET D'APPUI A L'ETAT CIVIL / PAEC
MLI 10 036 11

CTB, Agence belge de développement
20/02/2013

ACRONYMES **3**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION **4**

1.1 FICHE PROJET 4
1.2 PERFORMANCES DU PROJET 4
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE 4
1.4 RESUME 5

2 ANALYSE DE L'INTERVENTION **6**

2.1 CONTEXTE 6
2.1.1 Contexte général *6*
2.1.2 Contexte institutionnel *6*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *6*
2.1.4 Contexte HARMO *7*
2.2 OUTCOME 7
2.2.1 Gestion des risques *8*
2.2.2 Impact potentiel *9*
2.2.3 Critères de qualité *9*
2.3 OUTPUT 1 12
2.3.1 Analyse des progrès réalisés *12*
2.3.2 Exécution budgétaire *12*
2.4 OUTPUT 2 13
2.4.1 Analyse des progrès réalisés *13*
2.5 OUTPUT 3 14
2.5.1 Analyse des progrès réalisés *14*
2.5.2 Exécution budgétaire *14*

3 THEMES TRANSVERSAUX **15**

4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE **16**

4.1 PLAN D'ACTION 16
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES 16

5 ANNEXES **17**

5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE 18
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR 19
5.3 APERÇU DES MORE RESULTS 22
5.4 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 23
5.5 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI 25

Acronymes

AIMF	Association Internationale des Maires Francophones
CTB	Coopération Technique Belge
CRK	Conseil Régional de Koulikoro
CT	Collectivités Territoriales
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DNCT	Direction Nationale des Collectivités Territoriales
DNEC	Direction Nationale de l'Etat Civil
DNI	Direction Nationale de l'Intérieur
DTF	Dossier Technique et Financier
INSTAT	Institut National de Statistiques
M&E	Monitoring et évaluation
MACEC	Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale
MATDAT	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire
OAA	Accord d'Objectifs Opérationnels
OEC	Officier d'Etat Civil
PADK	Projet d'Appui à la Décentralisation de la région de Koulikoro
PAEC	Projet d'Appui à l'état civil
PAI	Projet d'Appui Institutionnel
PASEC	Plan d'Amélioration du Service de l'état civil
PCMEC	Programme de Consolidation et de Modernisation de l'Etat Civil
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PNACT	Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAVEC	Recensement Administratif à Vocation Etat Civil
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STD	Services Techniques Déconcentrés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche projet

Nom du projet	PROJET D'APPUI A L'ETAT CIVIL
Code du projet	MLI 10 036 11
Emplacement	Koulikoro
Budget	1 129 389 euros
Institution partenaire	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT)
Date de la Convention de mise en œuvre	5 décembre 2011
Durée (mois)	30 mois pour la durée de l'intervention (40 mois à partir de la signature la signature de la CS
Groupes cibles	Communes, cercles, tribunaux,
Impact[1]	Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national
Outcome	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro.
Outputs	**R 1 :** La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro ; **R 2 :** La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro ; **R3 :** Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies.

1.2 Performances du projet

Comme expliqué dans les chapitres suivants, le PAEC n'a disposé que de 3 mois pour démarrer ses activités de terrain (le comité technique de validation de la reprise s'est tenu le 5 septembre 2012). A ce titre, il n'est pas encore possible de mesurer de façon objective et renseignée la performance réelle du projet.

1.3 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
1.000.000	98.932,30	901.067,70	10%

La plupart des dépenses exécutées en 2012 ont concerné les frais d'installation et de fonctionnement du projet. Les deux principales activités engagées sont l'étude sur la situation de référence et l'élaboration de la stratégie/plan de communication (en cours).

[1] L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

1.4 Résumé

• La mise en œuvre du projet a été affectée par les crises sociales, sécuritaires, politiques et institutionnelles que connait le Mali depuis le début de l'année 2012. Ces crises sont consécutives au coup d'Etat du 22 mars et à l'occupation d'une partie du territoire national par les mouvements indépendantistes et islamiques au nord du Mali.
• Les conséquences furent la suspension des relations de coopération, le déplacement massif des populations vers l'intérieur du pays et les pays limitrophes ainsi que la fragilisation des institutions de la République caractérisée par l'instabilité politique
• L'équipe d'intervention du projet a mis à profit la période de suspension en préparant la fiche de la reprise du projet intégrant la version corrigée du cadre logique du PAEC et en élaborant les termes de référence des études sur la situation de référence et le plan de communication.
• La proposition de reprise des activités au bénéfice direct des populations prévoyait quatre actions prioritaires. Celles-ci furent validées par le Comité Technique du 5 septembre 2012 à savoir l'information sur l'importance de l'enregistrement des faits d'état civil, la délivrance des actes d'état civil, le renforcement des structures et des acteurs chargés de l'état civil et enfin le suivi/évaluation des activités. • Afin d'assurer la mise en cohérence de toute ses activités prioritaires, le projet a élaboré sa stratégie globale d'intervention. Ce document fera l'objet d'une validation à la prochaine réunion du Comité Technique du projet début 2013.

Fonctionnaire exécution nationale[2] Lansina Diarra	Fonctionnaire exécution CTB[3] François Kieffer

[2] Nom et signature
[3] Nom et signature

2 Analyse de l'intervention

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Le démarrage du PAEC s'est déroulé dans un contexte de crise sociale, politique et institutionnelle particulièrement grave pour le Mali. Cette année se caractérise par la mise en péril des institutions de la République lors du coup d'Etat du 22 mars 2012 et par l'occupation des régions nord du Mali par les indépendantistes, les islamistes et les narcotrafiquants.

Cette situation a entrainé la suspension des relations de coopération entre la Belgique et le Mali le 27 mars. Suite à la mise en place d'un gouvernement de transition, le Ministère Belge de la Coopération a annoncé le 31 mai sa volonté de poursuivre les activités au bénéfice direct des populations. Les axes d'une reprise partielle ont été acceptés par le Ministère de la Coopération au mois de juillet et validés lors d'un comité technique le 5 septembre (organe temporaire de suivi du projet réunissant l'ordonnateur et le co-ordonnateur, en attendant la possibilité de réunir à nouveau la SMCL).

Le PAEC a donc disposé d'environ 3 mois de mise en œuvre effective au cours de cette année 2012, son plan d'actions a été révisé pour ne retenir que des activités de proximité au bénéfice des populations, les appuis institutionnels ont été suspendus.

2.1.2 Contexte institutionnel

Score: Approprié

Sur le plan institutionnel, la situation s'est caractérisée par la restructuration du Ministère de tutelle en « Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de l'aménagement du Territoire ». L'accent mis par le gouvernement de transition sur la dimension « décentralisation » confirme que ce processus apparait aujourd'hui comme un des leviers essentiels pour la sortie de crise et la reconstruction des régions affectées par le conflit actuel.

A la suite de ces évènements, le Projet d'Appui Institutionnel (PAI) qui garantissait le relais au sein du ministère de tutelle et qui constituait un pilier de l'approche programme « décentralisation-déconcentration » de la CTB au Mali a été suspendu.

Par ailleurs, le conseiller technique national PAEC qui devait prendre ses fonctions au sein du Gouvernorat de la région de Koulikoro a été redéployé au sein de l'UCAT.

Enfin, il convient de noter que la suspension des appuis institutionnels complexifie les partenariats avec les représentants de l'Etat au niveau local et pourrait provoquer des insuffisances dans l'appui, le suivi et le contrôle de qualité du service de l'état civil dans les communes. Les accords opérationnels permettent de renforcer les appuis techniques aux communes via les préfets et sous-préfets mais ne peuvent associer pleinement les institutions (Gouvernorat, Ministère…).

Malgré ces difficultés, le rattachement institutionnel du projet reste effectif à travers la MACEC (Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil), cet ancrage demeure pertinent et très approprié. La participation effective de la MACEC à l'élaboration des documents de référence du projet (stratégie d'intervention, plan de communication, étude sur la situation de référence) atteste son engagement et son appropriation.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Score: peu approprié

La SMCL conjointe aux trois interventions (PAI MATCL, PADK2, PAEC) constitue une disposition pertinente pour évoluer vers une approche programme et limiter le nombre de réunion de pilotage d'interventions du même secteur et placées sous la tutelle d'un même ministère. Toutefois, la

dernière SMCL de mars 2012 a relevé les difficultés de concentrer ses travaux sur des dimensions stratégiques, dérivant trop souvent sur des aspects de gestion.

Le PAEC est géré selon les deux modalités d'exécution habituelles des projets à savoir la régie et la cogestion. Il a cependant été décidé en SMCL que ces modalités financières n'affectaient pas le processus décisionnel interne ; à ce titre, l'ensemble des engagements financiers et stratégiques du PAEC observe les règles de codécision. En effet, la régie demeure une modalité mal perçue dans un ministère de souveraineté nationale ; l'arbitrage par deux responsables sur l'opportunité de certaines activités est problématique, de même que leur gestion opérationnelle et comptable.

Il faut également noter que la crise institutionnelle actuelle impacte la gestion du projet dans la mesure où la suspension des relations institutionnelles de coopération belgo malienne induit l'impossibilité de faire fonctionner la SMCL.

2.1.4 Contexte HARMO

La mise en œuvre du PAEC est réalisée de façon conjointe avec le Projet d'Appui à la Décentralisation de la région de Koulikoro. Gérés par une UCAT unique visant la mutualisation des moyens, ces deux projets effectuent conjointement leurs programmations, les identifications des zones d'intervention, la nature et le type d'appuis à apporter… A ce titre, les synergies et mises en cohérences sont systématiques dans les zones couvertes par les deux projets.

Au cours de l'année écoulée, le PAEC a profité de l'expérience très riche menée par la CTB Bénin en matière d'Etat Civil. Ainsi, une mission a été réalisée dans ce pays à l'occasion de l'atelier de clôture du PAPDC, elle a permis au PAEC de découvrir des approches innovantes et de s'inspirer des outils méthodologiques développés sur le terrain.

En ce qui concerne l'alignement sur les stratégies et les politiques nationales, le PAEC est positionné comme un outil faisant partie intégrante du dispositif national d'appui à l'Etat Civil. A ce titre, le projet s'inscrit dans le programme de consolidation et de modernisation de l'état civil.

Par rapport aux autres acteurs présents dans le domaine, retenons que si plusieurs organismes ont mené des actions au cours des dernières années (Unicef, Plan Mali, AIMF…), peu sont encore actifs sur le terrain. Toutefois, le PAEC capitalise avec la MACEC les expériences menées et valorise les bonnes pratiques identifiées (stratégie de régularisation, audiences foraines…).

2.2 Outcome

Après seulement 3 mois d'activités concrètes, il est encore trop tôt pour juger de l'atteinte de l'outcome. On retiendra néanmoins les travaux de structuration du projet, en particulier l'élaboration de la stratégie d'intervention du PAEC, la conception du plan de communication et la définition de la situation de référence. Cette dernière étude a permis une révision des indicateurs de résultats du PAEC afin de les rendre plus appropriés aux réalités de la zone d'intervention du projet.

Au moment où le présent rapport est rédigé, les indicateurs révisés ne sont pas encore officiellement validés, ils sont toutefois présentés pour information dans le nouveau cadre logique présenté en annexe.

2.2.1 Gestion des risques

	Identification du Risque Risk Identification							Action de Maitrise du Risk Risk Management			Suivi du Risque Risk Follow up
	Intervention	Secteur Sector	Description du Risque Risk Description	Catégorie de Risque Risk Category	Degré de Risque Risk Level	Statut Status	Cause	Action	Priorité Priority	Date limite Deadline	
1	MLI 10 036 11 PAEC	DD	La prolongation de la suspension des relations institutionnelles peut entrainer une baisse de qualité des relations de partenariat avec les structures techniques et les représentants de l'Etat au niveau local.	OPS	MEDIUM	ONGOING	Suspension des appuis institutionnels en raison du coup d'Etat du 22 mars 2012.	Pour minismiser l'impact de ce risque : * maintien du dialogue technique, * mobilisation des services du MATD sur leurs fonctions d'appui/conseil techniques (via accord opérationnel de mise en œuvre).	MEDIUM	Continu	
2	MLI 10 036 11 PAEC	DD	La non tenue de SMCL empêche un recadrage stratégique du projet et diverses modifications du DTF quand nécessaire.	OPS	MEDIUM	ONGOING	Suspension des relations institutionnelles en raison du coup d'Etat du 22 mars 2012.	Organisation de comités techniques.	MEDIUM	Continu	
3	MLI 10 036 11 PAEC	DD	Accès à la zone d'intervention du projet rendue de plus en plus difficile pour des raisons de sécurité, questionnant ainsi la possibilité concrète de réaliser les activités de terrain.	OPS	HIGH	OPEN	50% de la superficie de la région est situé en zone rouge (2 cercles).	1) Evaluer au cas par cas le niveau de sécurité de la zone concernée (infos Ambassades et autorités locales) afin de déterminer la faisabilité des missions. 2) Renforcer les mesures de sécurité/prévention lors des missions. 3) Former les agents du projet (en particulier les chauffeurs) à la sécurité et assurer un suivi de la formation. 4) Le cas échéant, restreindre le champ d'action du projet aux zones les plus sûres.	HIGH	Continu	Points d'étape avec la RR et le bureau de coopération.

2.2.2 Impact potentiel

Avec l'évolution défavorable du contexte d'intervention (perte de souveraineté d'une partie du territoire nationale, aggravation des conditions sécuritaires et intervention armée, suspension des appuis institutionnels), la probabilité que l'outcome contribue aux objectifs sectoriels s'est nettement amoindrie par rapport au moment de la formulation du projet (DTF).

La reprise partielle du projet a été saluée par l'ensemble des acteurs concernés mais en raison de la suspension d'une partie de ses activités (notamment le résultat 3), son impact escompté lors de la formulation n'est plus totalement garanti.

De plus, au niveau national, beaucoup reste encore à faire dans la mesure où l'application des textes relatifs à la création d'une Direction Nationale reste encore timide (ce retard questionne l'hypothèse de la volonté politique inscrite dans le DTF). Cette situation occasionne des dysfonctionnements institutionnels au niveau national surtout entre la Direction Nationale de l'Intérieur et la MACEC.

Il existe toutefois certains facteurs positifs sur lesquels le PAEC pourra s'appuyer. En effet, il a été relevé au niveau local (Préfets) une réelle une réelle volonté de responsabilisation des Sous Préfets afin d'assurer le suivi et l'assistance technique aux services publics de l'état civil dans les communes. On peut donc espérer que l'amélioration de l'Etat civil au Mali relève d'une démarche ascendante d'enrichissement des pratiques issu des expérimentations locales ; en ce sens l'approche développée dans le DTF se révèlerait fort pertinente et novatrice.

2.2.3 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
x	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
☐	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
☐	**C**	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
☐	**D**	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
☐	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
X	**B**	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
☐	**C**	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
☐	**D**	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)
3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Au regard du faible volume de ressources engagées et des résultats encore impossibles à mesurer, le PAEC n'est pas en mesure de procéder à ce jour au renseignement des critères d'efficience et d'efficacité.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
3.1 Durabilité financière/économique ?		
☐	**A**	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
☐	**B**	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
x	**C**	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
☐	**D**	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
☐	**A**	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
☐	**C**	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
☐	**D**	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
☐	**A**	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	**B**	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
☐	**C**	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
☐	**D**	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
☐	**A**	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
x	**B**	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
☐	**C**	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
☐	**D**	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note
Pertinence	A
Efficacité	NR
Durabilité	B
Efficience	NR

2.3 Output 1

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Tout comme pour l'outcome, les 3 mois d'activités concrètes du PAEC ne permettent pas d'analyser de façon objective et argumentée les progrès réalisés. On retiendra toutefois l'important travail de fond réalisé sur la réflexion stratégique et la préparation méthodologique du projet : étude baseline, plan de communication, stratégie du projet, validation des orientations par le comité technique.

Output 1 :						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Cible année N**	**Cible finale**	**Commentaires**
Indicateur1.1. Le niveau de l'accessibilité de l'état civil aux citoyens de la commune	**NR**					**RAS**
Indicateur1.2.: La qualité de l'offre du service d'état civil par les autorités locales	**NR**					**RAS**

État d'avancement des <u>principales</u> activités [4]	**État d'avancement :**				**Commentaires** (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
Elaboration du plan de communication		X			

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :.	
Lien entre les activités et l'output. (Comment les activités contribuent-elles à l'atteinte de l'output ?:	Le plan de communication issu de l'étude est un vecteur de changement de comportement du citoyen et des acteurs en charge de la gestion de l'état par rapport à l'établissement et l'enregistrement des faits d'état civil.
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output:	RAS (certes, les indicateurs sont entrain d'être actualisés.)
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence:	RAS
Résultats inattendus :	RAS

2.3.2 Exécution budgétaire

Cf rapport « Budget versus Actuels (y – m) » en annexe.

[4] A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Output 2

Aucune activité n'a encore été réalisée pour l'atteinte de cet output.

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 :						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Cible année N**	**Cible finale**	**Commentaires**
Indicateur 2.1. Equipement selon les critères PCMEC	**NR**					**RAS**
Indicateur 2.2. Niveau de qualification des agents de l'EC	**NR**					**RAS**
Indicateur 2.3. Taux d'enregistrement des actes d'état civil	**NR**					**RAS**
Indicateur 2.4. Taux de retrait des actes établis	**NR**					**RAS**
Indicateur 2.5. Nombre de personnes enregistrées dans le RAVEC	**NR**					**RAS**

État d'avancement des <u>principales</u> activités	**État d'avancement :**				**Commentaires** (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1RAS					

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : *Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).*	
Lien entre les activités et l'output.	RAS
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output	RAS
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence	RAS
Résultats inattendus	RAS

2.5 Output 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 :						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Cible année N**	**Cible finale**	**Commentaires**
Indicateur 3.1. Contrôle de la gestion de l'EC par les autorités compétentes	**NR**					**RAS**
Indicateur 3.2. Transmission des faits de l'EC à la tutelle	**NR**					**RAS**

État d'avancement des <u>principales</u> activités	**État d'avancement :**				**Commentaires** (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Etablissement de la situation de référence (Baseline)		X			

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : *Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).*	
Lien entre les activités et l'output.	La Baseline met en phase les indicateurs les plus pertinents et les valeurs cibles. Elle développe le mécanisme de suivi axé sur les résultats du projet.
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output	RAS
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (	RAS
Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :	Délégation du pouvoir de tutelle des préfets aux Sous Préfets afin d'assurer une assistance technique et le suivi régulier du service de l'état civil au niveau des communes

2.5.2 Exécution budgétaire

Cf rapport « Budget versus Actuels (y – m) » en annexe.

3 Thèmes transversaux

Le DTF prévoit que l'intervention prenne en compte les thèmes transversaux, notamment le Genre. Cette dimension constitue une partie intégrante et indissociable de l'Etat Civil dans la mesure où un meilleur service en la matière contribue directement à l'amélioration de la citoyenneté de chaque individu.

Cependant, les conditions de la reprise partielle n'ont pas encore permis de mener des actions spécifiques pour la prise en compte de ces thèmes transversaux.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Plan d'action	**Source**	**Acteur**	**Date limite**
Description de l'action/la décision à prendre.	*Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère*	*Responsable de la prise de décision/action*	
Validation de la stratégie d'intervention du projet	2.2	Comité Technique	Q1
Mise en place d'un système de suivi/Evaluation définissant les rôles et responsabilités de la MACEC, de l'UCAT et des acteurs locaux (Communes, Cercles et Gouvernorat) tenant compte des conditions de la reprise partielle.	2.1.4. et 2.5.1	Comité Technique	Q1
Elaboration de plans communaux d'amélioration du service de l'état civil.	2.2.3	Communes	Q2

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	**Public cible**
L'amélioration du service de l'état civil dans la région de Koulikoro requiert la prise de conscience des autorités communales par rapport aux compétences qui leur sont dévolues et une bonne connaissance de la part des populations de l'importance de la déclaration et l'enregistrement des faits de l'état civil. Dans le contexte actuel où l'état civil relève du domaine des compétences déléguées, la mise à niveau des représentants de l'Etat (sous Préfets) demeure une nécessité absolue si et seulement si ceux-ci assurent l'assistance technique et le suivi régulier du service de l'état civil au niveau des communes. Au regard du dysfonctionnement du système de gestion des données statistiques tant sur le plan national que local, le PAEC doit s'interroger sur la fiabilité des données actuelles et du système de collecte et de traitement en place.	Projet, Ministère de tutelle (en particulier MACEC), Mairies, services déconcentrés de l'Etat.

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	**Objectif global**			
	Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national	- Taux d'enregistrement des faits d'état civil	- Statistiques de l'INSTAT. - EDSM	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil
OS	- **Objectif spécifique**			
	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro.	- Taux d'enregistrement des faits d'état civil dans la région de Koulikoro	- Statistiques de l'INSTAT ; - EDSM ; - Rapports d'inspection de la MACEC ; - Rapports d'inspection du parquet ; - Rapports d'inspection des cercles ;	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil - Disponibilité des différents intervenants dans la chaîne de l'état civil - Mobilisation des populations autour de l'état civil ;
Résultat 1: La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro.		- Nombre de centres de déclaration fonctionnels dans la région de Koulikoro; - Nombre de centres secondaires d'état civil fonctionnels dans la région de Koulikoro;	- Statistiques INSTAT	- Gratuité effective des actes originaux d'état civil ; - Accessibilité des centres d'état civil ; - Fonctionnalité des centres d'état civil.
Résultat 2: La fonctionnalité du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro		- Nombre et régularité des contrôles effectués par la hiérarchie administrative dans les centres d'état civil de la région de Koulikoro - Nombre d'acteurs formés dans la région de Koulikoro ; - Existence de modules de formation standardisés ; - Fréquentation des centres d'état civil ;	- Rapports d'inspection DNEC ; - Rapports d'inspection des cercles ; - Rapports de formation	- Fonctionnalité des centres de déclaration et des centres d'état civil - Gratuité effective des actes de l'état civil ; - Mise en place des mécanismes d'autofinancement du système de l'état civil ; - Effectivité des motivations financières ; - Engagement réel des maires pour faciliter l'accès des populations aux services de l'état civil ; - Disponibilité des différents acteurs de la chaîne d'état civil ; - Disponibilité des supports de l'état civil
Résultat 3: **Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies**		- Nombre de missions de suivi et d'évaluation effectuées	- Rapports de suivi et d'évaluation ; - Données du centre national de traitement	- Disponibilité des ressources humaines et financières pour la gestion effective des données à l'échelle du territoire nationale.

5.2 Cadre logique mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
OG	**Objectif global**			
	Contribuer à assurer la sécurité juridique du citoyen, la paix et la stabilité à travers un système d'état civil fiable, sécurisé et harmonisé sur l'ensemble du territoire national	- Part de la population enregistrée dans le RAVEC disposant d'un acte d'état civil ; - Taux d'enregistrement des naissances ; - Taux de décès enregistrés ; - Taux de mariages civils enregistrés	- Statistiques de l'INSTAT. - EDSM	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil
OS	**Objectif spécifique**			
	Renforcer le système de gestion de l'état civil au niveau des institutions responsables tant au niveau central que décentralisé dans la région de Koulikoro.	- Part de la population de Koulikoro enregistrée dans le RAVEC disposant d'un acte d'état civil - Taux d'enregistrement des naissances dans la région de Koulikoro - Taux d'enregistrement des décès dans la région de Koulikoro - Taux de mariages civils enregistrés dans la région de Koulikoro - Niveau de satisfaction du citoyen	- Statistiques de l'INSTAT ; - EDSM ; - Rapports d'inspection de la MACEC ; - Rapports d'inspection du parquet ; - Rapports d'inspection des cercles ; - Rapport d'Enquête de satisfaction	- Volonté politique soutenue aux niveaux national, régional et communal en matière d'état civil - Disponibilité des différents intervenants dans la chaîne de l'état civil - Mobilisation des populations autour de l'état civil ;

RESULTATS/ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Résultat 1: La fourniture et l'accessibilité à tous les citoyens du service public de l'état civil sont améliorées dans la région de Koulikoro.	- % de villages de la région de Koulikoro disposant d'un Centre de déclaration - % de villages de communes cibles disposant d'un centre de déclaration - % de Centres de déclaration rattachés fonctionnellement à un centre secondaire - % des communes de la région de Koulikoro disposant d'un plan d'amélioration du service de l'état civil - Nombre de centres secondaires d'état civil fonctionnels dans la région de Koulikoro;	- Statistiques INSTAT - Rapports de suivi et de supervision - Rapports de mission	- Gratuité effective des actes originaux d'état civil ; - Accessibilité des centres d'état civil ; - Fonctionnalité des centres d'état civil.
Résultat 2: La fonctionnalité *(équipement, ressources humaines compétentes, relations fonctionnelles en terme de transmission des supports et des données)* du service public de l'état civil est assurée dans la région de Koulikoro	- Nombre de centres d'état civil (principaux, secondaires et de déclaration) dans la région de Koulikoro/communes cibles équipés selon les normes PCMEC; - Niveau de compétences des Officiers d'état civil et des agents chargé de l'état civil ; - Taux d'équipement des centres principaux en mallettes RAVEC ; - Taux d'établissement des actes d'état civil (naissance, décès, mariage) - Taux de remise des actes d'état civil établis (naissance, mariage, décès) - % de naissance enregistrés au RAVEC - % de centres d'état civil disposant de registres avant le 1er janvier de l'année de référence.	- Rapports d'inspection DNEC ; - Rapports d'inspection des cercles ; - Plan de formation - Rapports de formation - Bordereau d'Envoi de la MACEC	- Fonctionnalité des centres de déclaration et des centres d'état civil - Gratuité effective des actes de l'état civil ; - Mise en place des mécanismes d'autofinancement du système de l'état civil ; - Effectivité des motivations financières ; - Engagement réel des maires pour faciliter l'accès des populations aux services de l'état civil ; - Disponibilité des différents acteurs de la chaîne d'état civil ; - Disponibilité des supports de l'état civil

Résultat 3: **Les données de l'état civil sont disponibles, fiables et suivies**	- % de communes de la région de Koulikoro et ceux des communes cibles inspectées annuellement par rapport à la gestion de l'état civil ; - Publications annuelles des Statistiques des faits d'état civil de la région de Koulikoro et de celles des communes cibles ; - % de faits d'état civil de la région de Koulikoro et des communes cibles enregistrés dans le RAVEC	- Rapports de suivi et d'évaluation ; - Données du centre national de traitement - Rapports de suivi et de supervision - Rapports d'inspection	- Disponibilité des ressources humaines et financières pour la gestion effective des données à l'échelle du territoire nationale.

5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Cf cadre logique révisé (nouveaux indicateurs)
Rapport de *Baseline* enregistré dans PIT ?	Rapport en cours de finalisation
Planning de l'EMP	Sans objet
Planning de l'évaluation finale	Pas encore planifiée
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Une mission « décentralisation et déconcentration » réalisée par EST Gouvernance en février 2012 (tous projets du secteur concernés)

5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI1003611

Project Title : **Appui au programme de consolidation et de modernisation de l'Etat Civil**

Budget Version: **C01**
Currency : EUR
Year to month : 31/12/2012
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
A OBJECTIF SPECIFIQUE: RENFORCER LE SYSTEME DE			782.050,00	0,00	6.212,62	6.212,62	775.837,38	1%
01 Résultat 1: la fourniture et l'accessibilité à tous les			217.000,00	0,00	6.182,13	6.182,13	210.817,87	3%
01 Stimuler la demande de services publics d'état civil		COGES	176.000,00	0,00	3.874,81	3.874,81	172.125,19	2%
02 Améliorer l'offre des services publics d'état civil		COGES	21.000,00	0,00	2.307,32	2.307,32	18.692,68	11%
03 Stimuler les Collectivités Territoriales à mieux prendre en		COGES	20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
02 Résultat 2 : La fonctionnalié du service public de l'état			324.300,00	0,00	30,49	30,49	324.269,51	0%
01 Renforcer les capacités opérationnelles des services		REGIE	88.700,00	0,00	30,49	30,49	88.669,51	0%
02 Renforcer les capacités des agents		COGES	209.000,00	0,00	0,00	0,00	209.000,00	0%
03 Améliorer la redevabilité et le contrôle des agents et		COGES	26.600,00	0,00	0,00	0,00	26.600,00	0%
03 Résultat 3: Les données de l'état civil sont disponibles .			240.750,00	0,00	0,00	0,00	240.750,00	0%
01 Améliorer et organiser la saisie et la collecte des données		COGES	104.900,00	0,00	0,00	0,00	104.900,00	0%
02 Renforcer les capacités de gestion des données de l'état		REGIE	60.850,00	0,00	0,00	0,00	60.850,00	0%
03 suivi technique des activités du projet		REGIE	75.000,00	0,00	0,00	0,00	75.000,00	0%
X RESERVE BUDGETAIRE			27.650,00	0,00	0,00	0,00	27.650,00	0%
01 réserve budgétaire			27.650,00	0,00	0,00	0,00	27.650,00	0%
01 réserve budgétaire cogestion		COGES	27.650,00	0,00	0,00	0,00	27.650,00	0%
Z MOYENS GENERAUX			190.300,00	0,00	92.719,68	92.719,68	97.580,32	49%
01 frais de personnel			79.800,00	0,00	20.791,95	20.791,95	59.008,05	26%
01 frais de personnel (regie)		REGIE	62.400,00	0,00	19.728,24	19.728,24	42.671,76	32%
02 frais de personnel (cogestion)		COGES	2.400,00	0,00	1.063,71	1.063,71	1.336,29	44%
03 frais de consultances		REGIE	15.000,00	0,00	0,00	0,00	15.000,00	0%
02 investissement			49.000,00	0,00	64.205,05	64.205,05	-15.205,05	131%
		REGIE	412.450,00	0,00	91.686,46	91.686,46	320.763,54	22%
		COGEST	587.550,00	0,00	7.245,84	7.245,84	580.304,16	1%
		TOTAL	1.000.000,00	0,00	98.932,30	98.932,30	901.067,70	10%

Budget vs Actuals (Year tio Month) of MLI1003611 Printed on donderdag 17 januari 2013 page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI1003611

Project Title : **Appui au programme de consolidation et de modernisation de l'Etat Civil**

Budget Version: **C01**
Currency : EUR
Year to month : 31/12/2012
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
01 bureau		REGIE	5.000,00	0,00	**5.522,47**	5.522,47	-522,47	110%
02 véhicules		REGIE	44.000,00	0,00	**58.682,58**	58.682,58	-14.682,58	133%
03 fonctionnement			39.000,00	0,00	**7.615,04**	7.615,04	31.384,96	**20%**
01 Véhicules		REGIE	26.400,00	0,00	**3.726,89**	3.726,89	22.673,11	14%
02 Bureau + Missions		REGIE	12.600,00	0,00	**3.888,15**	3.888,15	8.711,85	31%
04 audits suivi et évaluations			22.500,00	0,00	**107,64**	107,64	22.392,36	**0%**
01 Audit		REGIE	17.500,00	0,00	**0,00**	0,00	17.500,00	0%
02 backstopping CTB (genre)		REGIE	5.000,00	0,00	**107,64**	107,64	4.892,36	2%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00	**?%**
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00	?%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00	?%
		REGIE	412.450,00	0,00	**91.686,46**	91.686,46	320.763,54	22%
		COGEST	587.550,00	0,00	**7.245,84**	7.245,84	580.304,16	1%
		TOTAL	1.000.000,00	0,00	**98.932,30**	98.932,30	901.067,70	10%

5.5 Décisions prises par la SMCL et suivi

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décisions à prendre	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**État d'avancement**	**Statut**
Impliquer étroitement la MACEC à l'état des lieux réalisé par un prestataire.	Q3 2012	Q4	Comité technique	MACEC	Suivi et validation conjointe de l'étude baseline	PAEC	01/13	Etude réalisée, validation en cours	En cours